

Hollande ou les sans-papiers : il faut choisir !

Le 23 août 1996, 300 sans-papiers, enfants, hommes et femmes étaient délogés de l'église Saint Bernard avec la plus grande brutalité. Celle dont fait usage la bourgeoisie contre nous, pour défendre ses intérêts. 16 ans plus tard, la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers est encore notre combat.

Le gouvernement a changé. Sarkozy a été sorti. Mais sa politique d'immigration a encore cours. Ce n'est pas une surprise, Hollande candidat avait dit qu'il continuerait à expulser les sans-papiers et s'en tiendrait au cas par cas. Manuel Valls met en œuvre cette politique : expulsion des Roms et des sans-papiers, obstacles à la circulation des hommes et des femmes entre la France et les pays africains.

L'anniversaire de Saint Bernard a été préparé depuis fin juillet par des réunions entre la Confédération CGT et les collectifs de sans-papiers. La CGT tente de contrer sa baisse d'audience parmi les sans-papiers, après l'échec du mouvement gréviste de 2010-2011 (près de 5 000 grévistes licenciés, très peu de régularisations au final et autant d'OQTF en parallèle). La CGT cherche à élargir son influence aux collectifs, alors qu'elle rejetait depuis 2008 toute convergence avec eux. Elle disait alors que « la lutte c'est la grève » et donc que ceux qui manifestaient, occupaient un centre des Impôts ou un trottoir ne

luttaient pas. Puis, pour sortir son mouvement de l'impasse, la CGT a organisé des manifestations, a occupé les marches de la Bastille, le Centre national de l'histoire de l'immigration. Toutes formes de lutte qu'elle rejetait quelques mois avant. Nous devrions nous satisfaire de cette convergence dans l'action, encore que la CGT a refusé la proposition des collectifs de manifester le 25 août, au plus près de la date anniversaire (le 23). Nous pourrions saluer cette convergence si elle ne se faisait pas sur une plateforme — celle de la CGT — qui demande de « bons critères » pour la régularisation de ceux qui travaillent, en ménageant le gouvernement dont elle veut être un bon interlocuteur.

Il faut l'unité de tous, pour imposer à la bourgeoisie la régularisation de tous les sans-papiers, l'égalité des droits entre tous les travailleurs et la libre circulation. Lutter pour l'unité, c'est refuser la régularisation au cas par cas, selon des critères exigeant des preuves de travail. Nous n'avons pas à trier parmi nous entre ceux qui peuvent vivre ici et ceux qui doivent être expulsés. Les sans-papiers sont les plus vulnérables d'entre nous. Notre intérêt de travailleurs : exiger l'égalité des droits entre tous, pour faire front ensemble contre les licenciements, la misère, les discriminations et pour une vie digne.

L'OCML VOIE PROLETARIENNE soutient les revendications mises en avant par le Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers en Europe, comme base sur laquelle construire l'unité du mouvement des sans papiers :

- **La liberté de circulation et d'installation pour tous**
- **La régularisation globale de tous les sans-papiers de plein droit**
- **La fermeture des centres de rétention**
- **L'arrêt des expulsions**
- **Le respect du droit d'asile et des droits des Roms**
- **L'égalité des droits entre européens et migrants**
- **L'abrogation de la Directive Européenne en matière d'immigration**

Nous appelons tous ceux et celles qui s'y reconnaissent à les soutenir ! Nous les défendons, pas au nom d'une prétendue radicalité, mais car ce sont les seules véritables revendications unitaires.

C'est le capitalisme qui contraint des millions de travailleurs et de familles à émigrer à la recherche d'un travail dans le cadre d'un marché mondial. Le « contrôle des flux migratoires » n'est d'aucun effet sur les suppressions d'emplois, délocalisés ou pure-

ment supprimés avec l'intensification du travail. Il vise d'abord à diviser les travailleurs de France, qui historiquement ont toujours été d'origines et de cultures différentes. Au delà de droits démocratiques élémentaires, la lutte des sans-papiers est partie prenante des luttes ouvrières pour le droit au travail, qui seul permet l'intégration à la société.

Notre classe est multinationale, notre classe est internationale !

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN

